

RÉPUBLIQUE SOUVERAINE

LA RAISON DU PEUPLE

Lettre de janvier 2024



Georges Kuzmanovic

VŒUX

Je m'adresse à vous pour vous souhaiter le meilleur pour l'année 2024. Faisons en sorte qu'elle soit une année d'entraide et de solidarité. Mettons cette année sous le signe de la camaraderie et de l'amitié – d'abord entre nous.

J'ai une pensée toute particulière pour ceux qui sont dans le deuil, la maladie ou la solitude. Soutenons-nous les uns les autres ; un mouvement politique est d'abord une aventure humaine. Notre attitude fraternelle est également un aspect important de la manière dont nous envisageons de gouverner notre pays.

L'année a commencé sur les chapeaux de roues. Emmanuel Macron intervient devant la Nation en tenant un discours de candidat, alors qu'il est au pouvoir depuis plus de dix ans et qu'il est donc très largement responsable de la situation tragique dans laquelle est notre pays. Il y a employé à tous les mots de l'action publique

forte, notamment ceux de souveraineté industrielle et médicale et de perspectives d'amélioration de nos services publics dont l'école. Tout cela était bien beau, mais sur le fond rien n'était crédible, car en réalité nous avons perdu les moyens de notre indépendance dans les secteurs clés de la nation et cet exercice de communication ne pourra pas masquer l'extrême difficulté de la situation dans laquelle nous sommes dans les domaines économiques, sociaux, géopolitiques ou climatiques.

Pire, Emmanuel Macron est, avec Olaf Scholz, et en conformité avec sa volonté de réaliser l'oxymore de « la souveraineté européenne », l'acteur européen le plus déterminé pour faire de l'Union européenne une Europe fédérale. Pour y parvenir, l'étape suivante consistera à revenir sur le mécanisme de vote au sein du Conseil européen pour le faire évoluer du principe de l'unanimité de



tous les États membres à une majorité qualifiée ; l'idée est de supprimer le droit de veto des États membres lors des grandes décisions européennes – pour le moment, il s'agit surtout des questions internationales comme l'extension du domaine de compétence de la Commission européenne dans le domaine de la géopolitique ou encore du financement de 50 milliards d'Euros pour la continuation de la guerre en Ukraine. Ce projet avance de conseils européens en réunions du parlement, voire de résolutions à l'Assemblée nationale. Avec la fin du droit de veto des États membres de l'UE, il n'y aura plus alors

aucun moyen de défendre notre souveraineté – déjà que ces moyens sont bien rabougris – et les défenseurs de la souveraineté de la Nation et de peuple que nous sommes seront placés devant un dilemme face à nos institutions. C'est tout l'enjeu de cette élection dans laquelle nous devons absolument amorcer une reconquête de notre souveraineté.

République Souveraine participera à cette élection avec une liste citoyenne qui permettra de fédérer des citoyens issus d'autres formations politiques, ou d'aucune, mais qui veulent coopérer pour reconquérir notre souveraineté tout en défendant la justice sociale et la laïcité, bien menacées dans notre pays actuellement.

La révolte des agriculteurs est un des éléments de cette accélération. Certes, les instances de la FNSEA, et les médias alliés au gouvernement, feront tout pour éteindre le feu. On verra s'ils y parviendront. Mais ils ont déjà perdu du fait même que la base des paysans de France, en parlant de leurs revenus de misère, a mis le doigt sur le problème : les traités de libre-échange

et les traités européens qui organisent la compétion des misères, du moins disant social et environnemental. Terminons sur une note positive. A la fin de l'année 2023, nous avons créé un média « Fréquence Populaire » pour lequel nous avons invité des personnalités qui nous inspirent. Ce média va se développer, notamment avec une émission récurrente animée par Jacques Sapir sur l'économie qui nous permettra de nous informer hors de la complaisance servile des médias de masse.

Chers camarades, de grands combats nous attendent. L'Égalité, la Liberté, la Fraternité et la Laïcité doivent rester, plus que jamais, notre devise et notre boussole.

*Bonne Année à tous !
Vive la République !
Vive la France !*

EN BREF

Missak Manouchian

*Ils étaient vingt et trois quand
les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient le
cœur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos
frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre
à en mourir
Vingt et trois qui criaient la
France en s'abattant.*

**L'affiche rouge
Aragon**

Le seize février prochain entrera au Panthéon Missak Manouchian. Une circonstance idéale pour faire la promotion de la fraternité qui est un des piliers de la République et un de nos fondamentaux à République Souveraine. Rescapé du génocide arménien, communiste, poète et résistant Missak Manouchian (qui n'avait pas de nationalité française) s'est battu pour la France au sein de FTP-MOI et a été fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien avec vingt deux de ses camarades ; c'est un exemple pour nous tous et c'est bien l'universalisme républicain qui sera à l'honneur lors de cette cérémonie.

DIAGNOSTIC

Frédéric

Frédéric Pierru, animateur de la commission santé-sécu à RS répond à nos questions. Il évoque les dysfonctionnements de notre système de soins et propose des solutions...

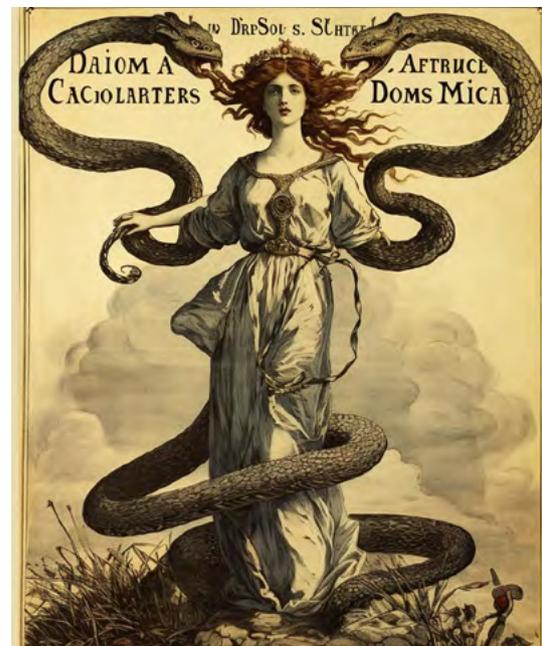
La Raison du peuple : Bonjour Frédéric, peux-tu te présenter en quelques mots et dire ce qui t'a incité à rejoindre RS ?

Frédéric Pierru : Il faut que je précise que je n'ai pas eu d'engagement politique jusque 2008. D'extraction populaire, communiste du côté maternel, j'ai bien entendu toujours voté à gauche. Mais comme beaucoup, le PS au pouvoir est devenu un repoussoir pour moi, et je n'ai jamais voté pour les partis gauchistes. J'étais donc en déshérence politique entre 1988 et 2008. Quand se crée le parti de gauche, j'adhère car j'y trouve l'offre politique que je recherchais : une gauche sociale et populaire. Je participe à l'aventure LFI – j'ai été l'orateur national santé Mé-

lenchon – de 2017 et co-écrit le volet santé du programme. Mais très vite, je vois l'entrisme woke ou « intersectionnel » à compter de 2018 là où j'estime que la reconquête des catégories populaires implique un agenda critique sur l'ordolibéralisme européen et mettant l'accent sur les questions économiques et sociales. Au passage, Piketty et Cagé viennent de le montrer dans leur dernier ouvrage. Faire l'impasse sur des questions comme la laïcité, la souveraineté, la défense de l'héritage du CNR est selon moi suicidaire. J'ai donc trouvé dans République souveraine un projet politique presque évident. C'est ce qui m'a conduit à rejoindre RS après une période, je l'avoue, de désenchantement par rapport à la politique entre 2018 et 2019.

RdP : Peux-tu dépeindre à partir de quelques exemples récents ce qui fonctionne encore bien dans notre système de santé en ce moment et ce qui dysfonctionne de façon caricaturale ?

FP : Je suis chercheur au CNRS



qui travaille sur les politiques de santé depuis un quart de siècle. J'aurais du mal à te dire ce qui ne dysfonctionne pas. En médecine de ville, les inégalités d'accès, géographiques et financières, ne cessent de se creuser. Il va falloir vingt ans pour redresser la barre, car la politique catastrophique de gestion de la démographie des professions de santé de ces qua-

rante dernières années va produire des effets pendant au moins encore quinze ans. Il va falloir que les syndicats de médecins libéraux y mettent du leur et ça, ça n'est pas gagné. L'hôpital public, quant à lui, tombe en morceaux : il ne se passe pas un jour sans qu'un article de journal ne se fasse le relais, qui de l'embolie des urgences, qui de la fuite des soignants, qui de la réduction des lits, qui de la vétusté des locaux, etc. Cette crise-là, il va être très difficile de l'enrayer car désormais l'hôpital public fait figure de bagne pour les plus jeunes qui auraient une vocation soignante. Le médico-social, en particulier les EHPAD, on sait là encore la profonde crise que traverse le secteur, où le désenchantement des personnels côtoie une maltraitance des pensionnaires, y compris dans les EHPAD pour riches du XVI^{ème} arrondissement ! J'insisterai enfin sur la destruction programmée du secteur psychiatrique publique qui est dans un état de délabrement avancé qui fait que l'on retrouve des patients en pleine décompensation aux urgences, où ils retrouvent les personnes âgées que des EHPAD sous-médicalisés ne peuvent plus prendre en charge. Quant à la santé publique, chacun a pu constater son état avec le Covid-19 : on était censé être prêt à affronter le retour des périls infectieux, attendu depuis vingt ans, et nous avons des défenses de papier...

RdP : La santé se résume-t-elle à du soin ?

FP : C'est l'erreur la plus commune que de dire santé égale soins. Les épidémiologistes sont d'accord pour dire que les soins ne comptent que pour 20% dans les indicateurs de santé. La santé est un « fait social total » aurait dit l'anthropologue Marcel Mauss. Toutes les politiques publiques l'impactent : environnement bien sûr, mais aussi politique économique et sociale, politique éducative, politique du logement... La santé devrait être avec l'environnement un critère d'évaluation transversal de toute politique publique. Le carcan ordolibéral européen est, à cet égard, funeste d'un point de vue sanitaire. Souvenez-vous de la catastrophe humanitaire provoquée par la politique d'ajustement structurel imposée aux pays du Sud de l'Europe, au premier la Grèce. Aux États-Unis, dont le système de soins est le plus coûteux, l'espérance de vie baisse, du jamais vu !

RdP : Peux-tu faire une présentation synthétique de la sécu en matière de santé : son origine, ses principes, ses résultats... ?

FP : La « Sécu » ce n'est pas que l'assurance-maladie, à laquelle elle est souvent réduite. Il y a aussi les retraites, la branche famille, la branche accidents du travail-maladies professionnelles.

Si on reste sur la branche maladie, la Sécu c'est d'abord une triple solidarité : entre malades et bien-portants, entre riches et pauvres, entre familles nombreuses et célibataires. La Sécu est ensuite un droit universel, et non une aide conditionnelle comme peut l'être la CMU, qui est, à cet égard, le contraire de la philosophie de 1945-1946. C'est le fameux « chacun reçoit selon ses besoins et paie selon ses moyens » d'Ambroise Croizat. Toutes les prestations sous condition de ressource sont de l'assistance, qui était honnie par le CNR, Croizat et Laroque en tête. Les résultats de la Sécu ont été révolutionnaires : on est passé en cinquante ans d'une France sous-médicalisée à l'accès aux soins courants et de pointe devenu banal... Encore que par les temps qui courent, on a affaire à une véritable involution.

RdP : Quelles ont été les principales attaques néolibérales contre la sécu, depuis sa création ? Quelles sont celles à venir ?

FP : La principale attaque est la rétractation justement de la Sécu au profit, dans tous les sens du terme, des assureurs privés, dont la Mutualité fait partie tant cette dernière a abandonné ses valeurs historiques puisqu'elle s'est placée d'elle-même sous le code

des assurances européen. Elle y a perdu son âme. Rien que cette année ma prime de mutuelle, la MGEN, a augmenté de 40% ! Les assureurs rompent la triple solidarité que je viens de décrire et tarifient au risque, en gros l'âge et la taille de la famille. Du côté de l'offre de soins, l'offensive voit le privé pénétrer l'hôpital public avec les « partenariats public-privé » ou encore le détricotage de la fonction publique hospitalière. Le graal des néolibéraux serait de transformer l'hôpital public en « établissement de santé industriel et commercial ». Bref, les néolibéraux veulent privatiser le financement et l'offre de soins... Ce qui est aberrant car on a le contre-exemple américain sous les yeux. En attendant, ils pratiquent « la politique des caisses vides » en serrant au maximum l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM), soit le budget de la santé voté chaque automne par le Parlement. « Starve the beast » disait Reagan !

RdP : Peux-tu revenir sur les différences fondamentales entre cotisation et impôt ? Pourquoi la CSG ?

FP : C'est un débat à la fois technique et politique et une pomme de discorde à gauche. Les uns voient dans la création de la CSG – une cotisation assise sur tous les revenus et affectée à la Sécu

– le vecteur de l'étatisation de la Sécu. Les autres considèrent que la CSG a pour avantage de faire participer le capital au financement de la Sécu. J'avoue que ma religion n'est pas faite mais j'estime que le plus urgent est de sécuriser un budget de la Sécu qui soit à la hauteur des besoins grandissants liés au vieillissement de la population, l'épidémie de maladies chroniques, l'extension de la pauvreté dans les familles monoparentales... J'ai envie de dire : peu importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse de la solidarité !

RdP : L'Hôpital-entreprise (bienvenue en Macronie) ? Bilan et perspectives ?

FP : L'hôpital-entreprise n'est hélas pas une « disruption macroniste ». Le tournant s'est opéré au début des années 2000, avec l'introduction de la tarification à l'activité puis la loi Bachelot de 2009. On revient à l'idée de faire fonctionner l'hôpital comme un ES-PIC. Le tout a été aggravé par la catastrophique politique de Hollande et Touraine qui a fait supporter à l'hôpital public le coût de la réduction du déficit public. On a le résultat sous les yeux : l'hôpital s'effondre. Ce n'est même pas une opinion : même les macronistes, Emmanuel en tête, reconnaissent l'échec !

RdP : Tu es ministre de la santé sous la présidence de Djorge Kuzmanovic. Quelles sont les premières mesures que tu prends ?

FP : La priorité des priorités c'est le 100% Sécu et en finir avec les complémentaires santé qui sont à la fois inégalitaires et inefficaces. C'est ensuite caler le niveau du budget de la Sécu sur l'évolution des besoins et non plus en fonction des diktats budgétaires de Bruxelles. La politique de santé doit s'émanciper de Bercy. Du côté de l'offre de soins, il n'y aura pas de miracle : il faudra redresser la barre année après année pour que chacun puisse accéder à des soins abordables et de qualité, ce qui suppose une meilleure répartition des médecins sur le territoire – y compris en étant plus contraignant quant à la liberté d'installation – et d'en finir avec ce cancer que sont les dépassements d'honoraires. Enfin, je mettrai l'accent sur la reconstruction du secteur de la psychiatrie publique.

RdP : Et Dieu dans tout cela ? (pour rire...)

FP : Je suis un athée paisible. Je respecte les religions et parfois il m'arrive d'envier leur Espérance... Las, je dois composer avec l'absurdité du monde contemporain.

Le combat politique**LA DILUTION DES CLASSES -1-**

Roger Gewello

Depuis la parution de l'ouvrage « *Les luttes de classes en France* » (1) en 1850, un large champ théorique et pratique a intégré la notion marxienne de classe comme un outil pertinent. Si la lecture par classes sociales n'est pas surprenante dans les mouvements que l'on qualifie très largement de marxistes, elle l'est peut-être un peu plus dans la bouche de Monsieur Warren Buffet, milliardaire américain, lorsqu'il déclare en 2005 qu'il existe bien une guerre des classes et que c'est sa classe qui est en train de la gagner... (2)

Elle l'est à nouveau quand Jean-Claude Michéa raconte que lorsque la crise dite des *Subprimes* est survenue en 2007, c'est vers les universitaires spécialistes de la pensée marxienne que se sont tournés les banquiers de la City pour comprendre ce qu'il se passait.(3) Mais nous aurions tort de croire que cette tension au sein de la classe bourgeoise, en particulier dans ses couches supérieures, entre la nécessité technique d'admettre le bienfondé de l'outil et la difficulté morale qu'il implique est nouvelle. Dès la fin du XIX^{ème} siècle, la très haute bourgeoisie américaine a exprimé le besoin de justifier moralement l'extorsion de la survaleur dont elle se rendait comptable.

Initié par Andrew Carnegie avec son célèbre ouvrage « *L'Évangile de la richesse* » (4), le grand mouvement des fondations philanthropiques de milliardaires, depuis Rockefeller jusqu'aux époux Gates, s'est développé dans le but de promouvoir le bien-être de l'humanité dans le monde ou d'améliorer les soins de santé et de réduire l'extrême pauvreté sur le même périmètre. Sur ce sujet, le documentaire en trois volets de « *Capitalisme américain, le culte de la richesse 1870-2020* » de Cédric Tourbe est incontournable.(5)

Gauche post-mitterrandienne

Ce sont paradoxalement les organisations prétendant représen-



ter les intérêts des prolétaires qui vont progressivement diluer le recours à l'analyse de classe. Après-guerre, les Etats-Unis d'Amérique ont besoin d'une Europe de l'Ouest jouant le rôle de tampon géopolitique entre les deux blocs, mais aussi de nouveaux débouchés pour leurs excédents de production découlant de l'industrie de guerre (et dont les dizaines d'usines publiques ont été tout simplement données aux plus gros capitalistes de l'époque). C'est en particulier le cas en France qui est alors un pays « libre » - puisque dans le camp des vainqueurs -, soudé autour de la personnalité du Général De Gaulle et structuré par des organisations marxistes, membres émérites de la Résistance : la Confédération Générale du Travail et le Parti Communiste français notamment. Et c'est justement là que le bât blesse. La CGT et le PCF (trop proches de Moscou) et le Général De Gaulle (nourri par l'idée de grandeur pour une France indépendante) gênent la géopolitique étatsunienne naissante de la guerre froide et ses intérêts économiques.

Michel Clouscard (6) - et plus récemment selon un article de l'hebdomadaire Marianne, Madame Annie Lacroix-Riz (7) - montrera comment le plan Marschall participera à ce qu'il appellera le « dressage anthropologique au capitalisme » en vue de parvenir

à la civilisation marchande à base de jeans, de flipper et de musique Rock et, in fine, à la société de consommation dans laquelle nous baignons aujourd'hui. Ce coup d'État culturel sera un des facteurs du recul de la CGT et du PCF entre la libération et l'avènement de ce que Jean-Claude Michéa appelle la « gauche post-mitterrandienne. »

Nouvelles classes opprimées...

Et c'est cette gauche qui abandonnera progressivement la classe ouvrière pour des prolétariats de substitution analysés comme seuls en capacité de garantir, sinon des victoires électorales, du moins la limitation des défaites. Ce mouvement politique se définira lui-même comme la « deuxième gauche » derrière Michel Rocard aux côtés duquel on trouvera des personnalités telles que Messieurs Pierre Moscovici, Benoît Hamon, Manuel Valls ou encore Jean-Luc Mélenchon. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la création de SOS Racisme par le Parti socialiste et ses satellites est parfaitement contemporain du tournant libéral de la gauche au tout début de la décennie 1980. Les immigrés venus du continent africain, Français ou non, et victimes de discriminations et de racisme, deviennent une première forme de « classe » à part entière dans la nouvelle grille de lecture.

Ce seront ensuite les femmes, dans un mouvement que certains auteurs comme Emmanuel Todd (8) ou Vera Nikolski (9) qualifient aujourd'hui de néoféminisme, qui deviendront la nouvelle classe opprimée sous la plume, par exemple de Christine Delphy avec son ouvrage fondateur, L'ennemi principal. Le titre est un parfait symbole de ce virage idéologique de la deuxième gauche (en réalité de la gauche tout court) puisqu'il montre le conflit entre une base marxiste matérialiste luttant contre la bourgeoisie dans l'intérêt de la classe ouvrière et un ennemi nouvellement découvert - et qui serait le principal, donc celui à combattre en premier, selon l'auteure - le patriarcat. Dans une époque où, massivement, les femmes troquent une part de l'exploitation de leur force de travail au sein du foyer par l'exploitation de la même force de travail au profit cette fois du patronat, le livre rencontre un certain succès. Bien que se prétendant « matérialiste » pour tenter de s'enraciner dans le terreau de la pensée marxiste, Christine Delphi sera de celles qui prendront part très tôt - et de façon continue depuis - à l'émergence de la notion de « genre » (Gender en anglais est plus approprié) remettant en question la distinction biologique entre les sexes, et par là-même, confisquant le féminisme aux femmes en tant qu'êtres biologiquement féminins.

Vera Nikolski (op. cit.) démontre comment ce néoféminisme ne revêt en réalité aucun caractère matérialiste et que, pour cette raison, il ne saurait constituer une structure d'analyse opérante pour que les femmes conservent leurs acquis historiques des quelques dernières décennies.

Comme pour le mouvement féministe, la lutte contre les discriminations en raison des origines réelles ou supposées et contre le racisme va lui aussi se diviser dans le courant de la décennie 2000. Une nouvelle génération de militants va défendre l'idée que les personnes dites racisées subissent des discriminations dont les racines remontent à la période coloniale et qui persistent de façon systémique dans les sociétés postcoloniales des anciennes métropoles. En France, le principal représentant de ce mouvement, qui s'inscrit dans la mouvance décoloniale, sera le Parti des Indigènes de la République mené par Houria Bouteldja. Pierre-André Taguieff portera une critique très recevable de cette idéologie dans son ouvrage « *L'imposture décoloniale, Science imaginaire et pseudo-antiracisme* » en 2020. Il y défendra notamment l'idée que la racialisation des questions sociales et politiques et l'essentialisation des identités minoritaires menacent les approches scientifiques – par l'usage en particulier de la culture



de l'ostracisation (traduction de Cancel Culture qui reflète mieux le phénomène que culture de l'annulation ou culture de l'effacement). **(Suite dans le prochain numéro de la revue)**

NOTES

1. Karl Marx, 1850
2. There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning. Phrase prononcée dans une interview sur CNN, le 19 juin 2005, cité par le New York Times, le 26 novembre 2006.
3. Dans un entretien à la Comédie du livre à Montpellier en 2017, Jean-Claude Michéa relate les propos de Paul Jorion consulté par les banquiers de la City à propos de la crise des Subprimes en raison de la qualité de sa lecture marxienne des événe-

ments. Entretien à retrouver en intégralité ici (21 novembre 2023) : https://youtu.be/z_WvYnRjQWU?si=4P0EI-3Zuks0PfrBM

4. Andrew Carnégie, *The Gospel of Wealth*, 1889
5. Triptyque documentaire passionnant diffusé sur Arte en novembre 2023.
6. Michel Clouscard, *Le Capitalisme de la séduction : critique de la social-démocratie libertaire*, 1981, Mésidor-Éditions sociales, Paris.
7. <https://www.marianne.net/agora/lectures/avec-les-origines-du-plan-marshall-annie-lacroix-riz-deconstruit-le-mythe-de-laide-americaine> (21 novembre 2023),
8. Emmanuel Todd, *Où en sont-elles ? Une esquisse de l'Histoire des femmes*, Paris, 2022
9. Vera Nikolski, *Féminicène*, Paris, 2023

Entretien

PARCOURS SYNDICAL

Eric Schmitt, militant syndical de longue date à Solidaires Finances Publiques (SFP) et membre du SN de République Souveraine, nous a accordé un entretien. Il y évoque son passé syndical et ses priorités politiques...

Raison du Peuple : Bonjour Eric, merci de nous recevoir. Peux-tu évoquer rapidement ton parcours professionnel et politique ?

Eric : Je suis né, il y a soixante deux ans, dans le 93 à Montfermeil, à l'époque où il avait encore dans cette commune des vaches et des usines qui cohabitaient... Après un cursus normal dans l'école républicaine, j'ai fait des études de Droit public et Sciences politiques à Paris I. Après des jobs divers en intérim, ma carrière professionnelle s'est déroulée à l'Inspection des Impôts, d'abord en Bourgogne, puis en Seine-et-Marne et en Haute-Garonne. Politiquement, j'ai d'abord été proche du PS au sein duquel j'ai milité de 1980 à 1985, pour aller vers le MRC de Chevènement de 2002 à 2007 puis vers la FI en 2017 et enfin à RS. Mais l'essentiel de mon activité militante a été syndical, d'abord au SNUI, devenu Solidaires Finances Publiques dont j'ai été un des responsables départementaux puis régionaux de 1988

à 2000 et où j'ai milité sans discontinuer jusqu'à ma retraite.

RdP : Quel regard portes-tu sur l'action syndicale ?

Eric : Je vais prendre un exemple symptomatique qui a marqué mon engagement : la longue grève de 1989 dans les Finances publiques. Elle est née à l'issue d'une manifestation d'une journée à la suite de laquelle des militants du Gard avaient décidé de ne pas reprendre le boulot, étendue dans les services informatiques de la Direction Générale des Impôts pour bloquer la machine puis gagnant les Recettes et s'est transformée en grève générale reconductible longue. Portée par une union intersyndicale, elle a provoqué, à l'issue d'un rapport de forces tendu, un véritable électrochoc dans la profession et a amené de grandes améliorations et termes de modernisation, d'indemnités et de conditions de travail. A l'époque le Ministre des finances était M Charasse qui a joué la carte

du pourrissement, probablement pour des histoires internes au PS. Une conséquence de cette grève a été le divorce entre les militants syndicaux de diverses obédiences et le PS..

RdP : Le rapport des français à l'impôt est très ambigu. Comment abordes-tu cette question ?

Eric : C'est vrai. L'impôt est à la fois consenti... et subi. Le point central de cette affaire est qu'il y a une suspicion sur son système. L'argent de l'impôt est-il bien dépensé ? Le poids de l'impôt est-il correctement réparti ? La question mérite d'être posée, surtout dans une démocratie

RdP : Avec l'inévitable dossier de la fraude ...

Eric : Oui. Le chiffre de 100 milliards d'euros d'évasion fiscale est malheureusement crédible. Il a été confirmé par Vincent Drezet de Solidaires Finances Publiques, un

des responsables d'ATTAC. Il faut préciser deux points. D'abord, pour lutter contre cette fraude fiscale, il faudrait des moyens législatifs nouveaux et des procédures moins contraignantes toujours complexifiées par les effets d'annonce gouvernementaux. En Espagne par exemple l'accès aux comptes bancaires des entreprises est autorisé et facile pour l'administration fiscale alors qu'en France il est soumis à une procédure qui limite l'effet dissuasif des contrôles. Il faut aussi distinguer la fraude fiscale qui relève du tribunal administratif, de la fraude sociale – que l'on retrouve plus souvent dans les secteurs du bâtiment, de la confection, du gardiennage etc - qui relève de l'URSSAF et donc du droit privé. Mais certains cumulent, notamment chez les employeurs...

RdP : Contourner l'impôt, c'est tout de même un sport national...

Eric : Et international ... Là aussi, distinguons la fraude de l'évasion fiscale et de l'optimisation fiscale qui se pratique en toute légalité mais en tordant les règles au sein même de l'Union Européenne. Ainsi l'Irlande, Malte et d'autres ont exercé une attractivité économique pernicieuse en jouant sur le dumping fiscal. Il faut aussi pointer les effets pervers de toute une série d'exonérations fiscales - comme le Crédit d'Impôt Recherche - engraissant surtout des cabinets de

conseil qui prennent leur pourcentage... Effets pervers enfin des fameuses « niches fiscales » qui ne bénéficient qu'aux grosses entreprises et créent des véritables usines à gaz dans lesquelles se perdent les « petits »...

RdP : Essayons d'élargir notre propos au champ politique général. Quelles sont pour toi les priorités de la période ?

Eric : Vaste question ! Globalement il faut reprendre le contrôle sur un ensemble de secteurs clés pour le fonctionnement de notre société. Un autre point majeur est le niveau inquiétant de la désindustrialisation de notre pays et qui demanderait plus de quinze ans à être résorbée, même avec un gouvernement volontaire. Ensuite il est regrettable que la France n'ait plus qu'une armée échantillonnaire, réduite à quelques corps expéditionnaires, affaiblie en matériel et en hommes qui ne peut assurer pleinement sa mission de base, la défense du territoire. En matière d'immigration, il est certain que le laxisme actuel est très utile à l'oligarchie pour tirer les salaires vers le bas et casser les revendications en divisant les gens ; il faut prendre des mesures pour contrôler efficacement, remettre en marche l'ascenseur social et apaiser les tensions communautaires. Enfin, il faut pallier la lenteur de la justice et arrêter cette politique stupide du chiffre en matière de



sécurité qui camoufle la réalité des problèmes. Il y a évidemment aussi le défi du changement climatique avec des risques immenses à réduire.

RdP : Pour terminer comment vois-tu l'action de RS dans les mois et années à venir.

Eric : A mon avis, République Souveraine doit participer à une véritable recomposition du champ politique avec tous ceux qui sont attachés à la souveraineté de notre pays, mais sur un programme clair, pas pour faire du libéralisme sous pavillon tricolore. Souveraineté énergétique bien-sûr avec un renforcement de la filière nucléaire et surtout souveraineté agricole et alimentaire avec de nouveaux modes de production à trouver et de nouvelles infrastructures pour pallier les effets dévastateurs du dérèglement climatique... Il y a urgence !

RÉVOLUTION OU TECHNO-FÉODALITÉ -1-

Arnaud

On sait que les préoccupations des Français (1) se concentrent principalement sur des enjeux économiques, liés à l'emploi, et que la question de l'immigration se place en quatrième position. Mais dans cette période difficile où les Français se sentent économiquement le « couteau sous la gorge », le débat sur la loi immigration a suscité des passions, malmenant un quotidien déjà marqué par une série de crises en cascade. L'arrivée exogène de populations par le biais de l'immigration soulève en effet des interrogations et des défis pour les communautés autochtones, impactant parfois les dynamiques culturelles et socio-économiques préexistantes donc étroitement liées aux préoccupations économiques...

La fin apparente de la modernité a un impact ontologique, et remet en question les bases mêmes de notre compréhension du monde et de notre place au sein de celui-ci. Ainsi, notre présent incertain se dessine entre quatre éléments : nous, les autres, un club oligarchique, et enfin l'intelligence artificielle présentée par Laurent Alexandre comme un changement civilisationnel (2). Face à l'écroulement anthropologique de la société occidentale, parviendrons-nous à restaurer notre liberté, ou bien sombrerons-nous dans une ère de techno-féodalité (3) ?

Nous

Entre gilets jaunes, la fin de l'abondance, les attaques au couteau au sein de l'école, des salles des fêtes et autres lieux, la politique et le militantisme écologique nihiliste, la déconstruction des identités, les 3 000 milliards de dette, etc... l'actualité semble plus sentir le souffre que l'humus d'une matinée en forêt. Nous sommes désorientés par la perte de nos repères habituels et donc plus vulnérables. Comme le dit Nicolas Machiavel, l'indétermination des temps brouille les consciences.

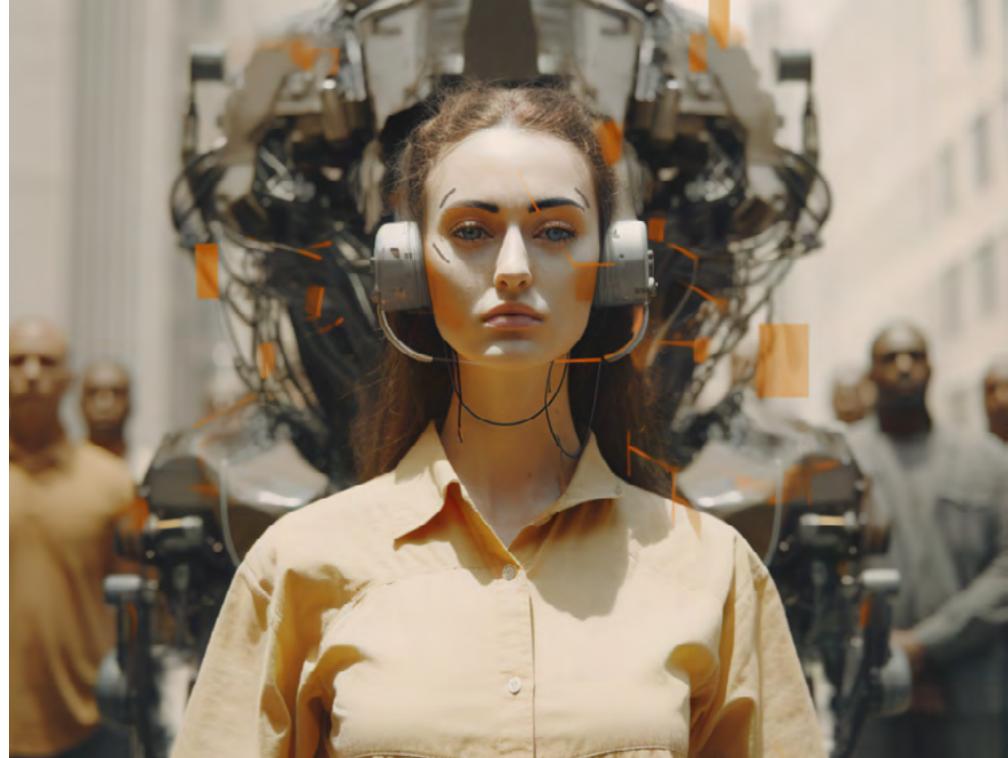
Notre premier réflexe consiste à incriminer la faillite d'un néolibé-

ralisme devenu depuis près d'un demi-siècle le credo majoritaire dans la plupart des pays. Les conséquences nuisibles généralement invoquées sont la montée des inégalités, la généralisation de la précarisation, le recul de l'État-providence et du principe de solidarité. Cette définition du bouc émissaire va dans le sens de la première préoccupation des Français mais permet aussi d'éviter la question de la notre propre remise en cause. La doctrine philosophique et politique, née au siècle des Lumières, a façonné nos usages, notre culture, débouchant aujourd'hui sur une cage de fer mortifère (Max Weber). L'époque

a mis le cap sur le capital de soi, sur la primauté systématique de soi sur l'ordre commun. La société moderne nous a apporté une soudaine légèreté de la vie, nous plongeant dans un univers de divertissement, de futilité et de ricanement, mais nous tombons aujourd'hui dans le tragique. L'avènement d'internet et des réseaux sociaux constitue le hiatus de cet individualisme tyrannique.

Éric Sadin, dans son ouvrage « *L'Ère de l'individu tyran* », met en lumière l'émergence de l'individualisme à notre époque, une tendance profondément enracinée dans les avancées technologiques contemporaines. Un individu hyper-connecté centré sur sa subjectivité, s'enferme dans la conviction d'être le point focal du monde. Les applications lui donnent l'illusion que tout est à sa portée, les réseaux sociaux amplifient sa voix au point de la placer sur un pied d'égalité avec celle de tous, et son image est magnifiée. L'ouvrage de Sadin souligne la paradoxale conséquence de cette ère d'ultra-connexion : bien que les individus soient plus interconnectés que jamais sur le plan technologique, cette hyper-individualisation tend à empêcher l'homme de faire société et prépare la fin d'un monde commun.

Dans son aboutissement, la modernité aspire à effacer les an-



ciennes représentations politiques, religieuses et familiales, ambitionnant une refonte complète des cadres sociaux et culturels hérités du passé. Cette démarche a été illustrée par des penseurs critiques comme Michel Foucault, qui ont examiné les mécanismes du pouvoir et les institutions sociales qui ont émergé dans la modernité pour remodeler les normes et les valeurs de la société. Ainsi, la modernité, dans sa quête d'une transformation radicale, pose des défis fondamentaux à notre compréhension traditionnelle du monde et de l'existence humaine. L'homme ne s'ancre plus dans l'Histoire, ne sait plus d'où il vient, ni où il va.

Il paraît impossible d'intégrer une immigration dans un tel défaut d'une Nation forte et organique.

Eux

Certes, la France, patrie proclamée des droits de l'homme depuis 1789, peut s'enorgueillir d'une tradition ancienne d'accueil de demandeurs d'asile. Ce principe s'affirme avec le Préambule de la Constitution de 1946 qui mentionne que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit à asile sur le territoire de la République ». La France est devenue alors explicitement une terre d'accueil pour les réfugiés. Nonobstant, l'immigration a principalement été sollicitée

pour pallier les pénuries de main-d'œuvre à des fins économiques. La 1^{ère} guerre mondiale, en tuant 1 383 000 hommes, jeunes pour la plupart, a saigné une population depuis longtemps stationnaire, qui devient décroissante à partir de 1935 avec des générations réduites par les “années creuses”, et qu’affecte un vieillissement considérable. En 1939, avec l’Alsace Lorraine, la France a exactement le même nombre d’habitants qu’en 1914, alors sans l’Alsace Lorraine : 41 500 000. Les effectifs des étrangers, surtout italiens, polonais, espagnols et belges avaient considérablement augmenté, passant de 1 133 000 en 1911 à 2 891 000 en 1931. (Maurice Baumont “*La troisième République*” page 389. Edition Rencontre, 1968).

Avec la deuxième guerre mondiale, la population tombe à environ 40,7 millions d’habitants. L’immigration reprend très rapidement avec les besoins de la reconstruction. Les Italiens restent la nationalité étrangère la plus importante après-guerre (629 000 en 1962), mais ce sont ensuite les travailleurs de la péninsule ibérique qui progressent le plus : les Espagnols passent de 289 000 en 1954 à 607 000 en 1968 ; les Portugais 20 000 en 1954 à 759 000 en 1975. Ces derniers représentent à cette date 22% de la population étrangère en France, soit la première minorité. Après eux, viennent les Algériens

qui sont 711 000 en 1975 (4).

La fin des 30 glorieuses n’a pas pour autant arrêté les flux migratoires, mais leur nature change. En 2021, 48 % des immigrés sont originaires d’Afrique dont 62 % viennent du Maghreb, une proportion stable depuis les années 1980. En 2021, 6 964 000 immigrés résident en France. Ils représentent 10,3 % de la population totale de la France (5). La logique migratoire semble donc toujours avoir le même décor : un taux de natalité déficient de 1,83 enfants par femme (2020) et une volonté d’ouvrir la régularisation des clandestins travaillant dans les métiers en tensions évoqués dans l’article 3 du projet de loi sur l’immigration, jugé “utilitariste”(6) par certaines associations.

Ce « lumpenprolétariat » en tant que main-d’œuvre peu qualifiée permettant de tirer les salaires et le code du travail vers le bas est indispensable au style de vie de la classe bourgeoise. La mutation de la provenance de cette immigration impacte également la cohésion sociale du pays en le transformant sociologiquement. En délocalisant l’industrie, le bloc bourgeois a réussi à détruire la classe ouvrière qui par ses luttes a obtenu les avancées sociales que nous connaissons (les Accords de Matignon, la création des conventions collectives, la réglementation

du travail des enfants, la sécurité sociale, les congés payés, l’égalité des salaires entre hommes et femmes). Avec l’immigration, l’oligarchie tente maintenant de dissoudre le peuple héritier de la liberté acquise par le renversement de l’ancien régime. Nous sommes donc face une dynamique de gestion d’un parc humain de consommateurs et à une mise à mort du citoyen pour préserver les intérêts d’un Club mondialiste de nantis. **(Suite dans le prochain numéro de la revue)**

(1) https://www.institut-economiepositive.com/wp-content/uploads/2022/01/sondage_preoccupations-des-francais-presidentielle-2022.pdf

(2) <https://www.parismatch.com/actu/sciences/laurent-alexandre-lintelligence-artificielle-cest-un-changement-civilisationnel-que-lon-na-pas-vu-arriver-227121>

(3) <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/l-efondrement-generalise-menace-la-societe-francaise-20220608>

(4) <https://www.histoire-immigration.fr/parcours-l-histoire-de-l-immigration-en-france-depuis-1945/premiere-partie-l-histoire-de-l-immigration-en-france-apres-1945>

(5) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6793226?sommaire=6793391#tableau-figure1>

(6) https://www.lepoint.fr/politique/projet-de-loi-immigration-les-associations-denoncent-une-vision-utilitariste-des-etrangers-07-11-2023-2542181_20.php

Lieux de culture

MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE

Dimitri

Nées dans l'immédiate après-guerre, les MJC ont représenté, des années 60 à nos jours, un pan essentiel de notre politique culturelle. Associatives, prônant l'éducation populaire, bien plus qu'un self service du loisir et de la culture, les MJC tendaient à promouvoir le sport et la culture ainsi que la citoyenneté par la construction individuelle et collective. Leur ADN était : voyage, découverte... révolte.

Pensées comme des écoles de la démocratie et le terrain de nouvelles méthodes pédagogiques et percées par les pouvoirs publics comme une réponse à la « question jeune » de l'époque, elles purent se développer. Mais la rupture de 68 coutera aux MJC leur indépendance et le soutien de l'Etat, les financements nationaux devenant municipaux. En 81 la gauche mitterrandienne amènera avec elle la technicisation et spécialisation de la culture qui privera les MJC, généralistes, d'une partie de leur champ d'action. Malgré d'autres crises (locaux insalubres, fédération défailante etc.), elles ont su s'adapter et continuer à attirer un public moins jeune mais toujours très varié.

Un lieu de socialisation

Pourtant, il n'en reste que 750 (sur 1700 à leur pic de fréquentation) et, partout en France, elles ferment. Nous parlons pourtant de 400 000 adhérents et de 30 000 bénévoles pour un public touché chaque année de 3,5 millions de personnes... Quand une MJC est fermée, ce n'est pas seulement un prestataire de service qui disparaît, c'est le premier domino de tout un maillage associatif local qui tombe, c'est un soutien massif, technique, logistique aux associations locales qui disparaît. C'est en fait un lieu de socialisation, de débat et de réunion qui meurt... Remplacé par quoi ?

Pour un nouveau contrat...

On voit pourtant dans les troubles de l'époque actuelle à quel point

se passer de lieux de citoyenneté est un luxe que l'on ne peut se permettre. Considérant les réussites et les échecs que le réseau a engrangés en 70 ans, on peut dégager quelques propositions concrètes : nationalisation du financement avec le maintien des mairies dans les CA des MJC, contrat d'objectif clair défini avec le Ministère de la Culture (rattachement) stratège, reconnaissance des MJC comme maillon essentiel de la politique jeunesse qui est à régénérer ici aussi avec le ministère Jeunesse et Sports, prise en compte de l'accessibilité car une MJC excentrée dans une ville est une MJC morte. Enfin, le réseau aura besoin d'une Fédération capable de le représenter et le défendre et c'est historiquement un de ses points faibles.

Lecture

LES RAISINS DE LA COLÈRE -1-

Dans un article initialement publié dans la rubrique des « conseils lecture » de son blog, Arnaud invite à la (re)découverte de l'un des grands romans de la littérature américaine du XX^e siècle : *Les raisins de la colère*. Écrit à la fin des années 1930 par John Steinbeck, ce chef de l'œuvre du réalisme dramatique plonge le lecteur dans l'univers tragique et peu connu de l'Amérique de la Grande Dépression.

Souvent dépeint comme le « Germinal Américain », l'histoire des Raisins de la colère se centre sur le périples aussi poignant qu'éprouvant de la famille Joad, l'une de ces milliers de familles de fermiers des grandes plaines endettées, expulsées de leurs terres par les banques, et prenant toutes la route de la Californie. La région mythique de l'american dream est en effet alors imaginée et vendue comme une terre de rêves et d'abondance, regorgeant de travail, et pleine de promesses d'un nouveau départ et d'une vie meilleure pour ces centaines de milliers de migrants jetés sur les routes du grand ouest américain. Entre roman d'aventure et essai philosophique, les Raisins de la colère constitue un livre hautement remarquable, imprégnant, bouleversant, à la fois magnifique et tragique, touchant au

cœur et prenant aux tripes. Mais le chef d'œuvre de Steinbeck est aussi un véritable ouvrage politique et philosophique, développant parmi les plus profondes et puissantes réflexions jamais écrites sur ce qui meut les hommes, ainsi que sur l'universelle question de la propriété et de ses limites. Sur la base de l'article publié sur son blog, Arnaud nous propose une petite mise en bouche de ce chef d'œuvre qui mérite tant d'être (re)lu !

Les raisons de la colère : la terre appartient à la banque

Dans les années 30, alors même que le peuple américain est durement frappé par les conséquences de la grande dépression, avec ses cortèges de faillites et de millions de travailleurs jetés dans la rue, les fermiers du middle west sont touchés par un phénomène climatique extrême qui ravage leurs

campagnes et anéantit leurs récoltes : le Dust Bowl. Ces gigantesques tempêtes de poussière s'abattent depuis plusieurs années consécutives sur les champs de labour, recouvrent les cultures de poussière, assèchent la terre, et le maïs et le coton meurent.

Depuis le début de la grande dépression, les fermiers ont dû s'endetter auprès des banques pour continuer d'exploiter leurs terres. Certaines ont fait faillite. Les autres exigent le remboursement des prêts. Face à ces paysans ruinés, les banques exproprient les fermiers, récupèrent leurs terres, replantent un coton qui va achever de les détruire, et installent des tracteurs pour optimiser les coûts et les rendements. Des centaines de milliers de fermiers perdent la propriété de cette terre qui les a vus naître, qu'ils ont fait vivre, chéri, celle de leurs maisons – im-

pitoyablement rasées aux bulldozers. Quelques-uns s'en tirent en devenant conducteurs de tracteurs pour les compagnies agricoles que possèdent les banques. Les autres sont contraints à l'exil. En Californie, paraît-il alors, on embauche des saisonniers pour la récolte du coton et des fruits, qui poussent dans ce pays tel un jardin d'Éden. Des prospectus ont parcouru les campagnes du Middle West : en Californie, on recherche des travailleurs, on embauche, on paye bien. Des centaines de milliers, peut-être même plusieurs millions d'américains prennent la route de Californie : ils vendent le peu de biens qui leur restent, s'achètent une voiture d'occasion ou un vieux camion, et filent vers l'Ouest, en essayant de ne pas regarder derrière.

Extrait :

Les propriétaires terriens s'en venaient sur leurs terres, ou le plus souvent, c'était les représentants des propriétaires qui venaient. Ils arrivaient dans des voitures fermées, tâtaient la terre sèche avec leurs doigts et parfois ils enfonçaient des tarières de sondage dans le sol pour en étudier la nature. Les fermiers, du seuil de leurs cours brûlées de soleil, regardaient, mal à l'aise, quand les autos fermées longeaient les champs. Et les propriétaires finissaient par entrer dans les cours, et de l'inté-



rieur des voitures, ils parlaient par les portières. Les fermiers restaient un moment debout près des autos, puis ils s'asseyaient sur leurs talons et trouvaient des bouts de bois pour tracer des lignes dans la poussière.

Par les portes ouvertes les femmes regardaient, et derrière elles, les enfants – les enfants blonds comme le maïs avec de grands yeux, un pied nu sur l'autre pied nu, les orteils frétilants. Les

femmes et les enfants regardaient leurs hommes parler aux propriétaires. Ils se taisaient. [...]

Et finalement les représentants en vinrent aux faits.

– Le système de métayage a fait son temps. Un homme avec un tracteur peut prendre la place de douze à quinze familles. On lui paie un salaire et on prend toute la récolte. Nous sommes obligés de le faire. Ce n'est pas que ça nous fasse plaisir. Mais le monstre

est malade. Il lui est arrivé quelque chose, au monstre.

– Mais vous allez tuer la terre avec tout ce coton.

– Nous le savons. A nous de nous dépêcher de récolter du coton avant que la terre ne meure. Après on vendra la terre. Il y a bien des familles dans l'Est qui aimeraient avoir un lopin de terre.

Les métayers levèrent les yeux, alarmés.

– Mais qu'est-ce que nous allons devenir ? Comment allons-nous manger ?

– Faut que vous vous en alliez. Les charrues vont labourer vos cours.

Là-dessus les hommes accroupis se levèrent, en colère.

– C'est mon grand-père qui a pris cette terre, et il a fallu qu'il tue les Indiens, qu'il les chasse. Et mon père est né sur cette terre, et il a brûlé les mauvaises herbes, et tué les serpents. Et puis il y a eu une mauvaise année, et il lui a fallu emprunter une petite somme. Et nous, on est nés ici. Là, sur la porte... nos enfants aussi sont nés ici. Et mon père a été forcé d'emprunter de l'argent. La banque était propriétaire à ce moment-là, mais on nous y laissait et avec ce qu'on cultivait on faisait un petit profit.

– Nous savons ça... Nous savons tout ça. Ce n'est pas nous, c'est la banque. Une banque n'est pas comme un homme. Pas plus qu'un propriétaire de cinquante mille arpents, ce n'est pas comme

un homme non plus. C'est ça le monstre.

– D'accord, s'écriaient les métayers, mais c'est notre terre. C'est nous qui l'avons mesurée, qui l'avons défrichée. Nous y sommes nés, nous nous y sommes fait tuer, nous y sommes morts. Quand même elle ne serait plus bonne à rien, elle est toujours à nous. C'est ça qui fait qu'elle est à nous... d'y être nés, d'y avoir travaillé, d'y être enterrés. C'est ça qui donne le droit de propriété, non pas un papier avec des chiffres dessus.

– Nous sommes désolés. Ce n'est pas nous. C'est le monstre. Une banque n'est pas comme un homme.

– Oui, mais la banque n'est faite que d'hommes.

– Non, c'est là que vous faites erreur... complètement. La banque ce n'est pas la même chose que les hommes. Il se trouve que chaque homme dans une banque hait ce que la banque fait, et cependant la banque le fait. La banque est plus que les hommes, je vous le dis. C'est le monstre. C'est les hommes qui l'ont créé, mais ils sont incapables de le diriger. [...]

La suite au n° 6 de la revue...

Vous pouvez retrouver cet article en intégralité et bien d'autres invitations au voyage sur le blog d'Arnaud Histoire Itinérante (www.histoire-itinerante.fr).

Histoire Itinérante

De formation d'ingénieur en aménagement du territoire, Arnaud est depuis toujours un profond passionné d'Histoire et de tout ce qui a trait à la connaissance et à la compréhension du présent et du monde. Après cinq ans à exercer dans la Politique de la Ville au sein de différentes mairies successives, il abandonne son métier d'ingénieur pour le blog de découverte et de vulgarisation historique et culturelle de ses rêves, qu'il a créé début 2022 : Histoire Itinérante. Dans le cadre de ce dernier, il met en écriture et en partage sa passion de l'Histoire et de la Connaissance, notamment au travers de grandes séries d'articles centrées autour de petits et grands événements ainsi que de périodes thématiques liés à la longue et riche histoire de la France et de l'Humanité (Guerre du Vietnam, accident de Tchernobyl, guerre d'Indépendance américaine, guerre de Sept Ans, histoire du Canada français, des grands ensembles, de la Petite Ceinture de Paris, de la Bête du Gévaudan, de l'agropastoralisme dans les Causses et les Cévennes, du chemin de Stevenson...).

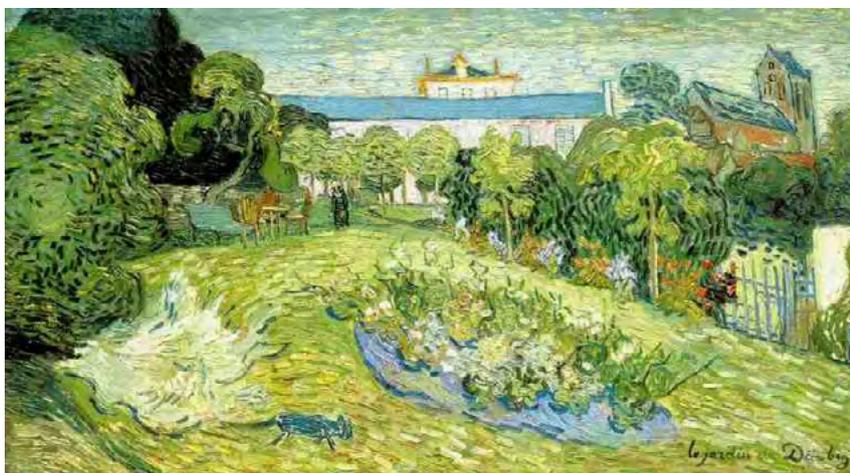
Van Gogh à Orsay

AUVERS-SUR-OISE, LES DERNIERS MOIS...

Présentée au musée d'Orsay, cette exposition est la première consacrée aux œuvres produites par Vincent van Gogh (1853-1890) durant les deux derniers mois de sa vie, à Auvers-sur-Oise, près de Paris. L'exposition constitue l'aboutissement d'années de recherches sur cette phase cruciale de la vie de l'artiste.

Arrivé à Auvers-sur-Oise le 20 mai 1890, Vincent van Gogh y décède le 29 juillet à la suite d'une tentative de suicide. Bien que le peintre n'ait passé qu'un peu plus de deux mois à Auvers, cette période voit

un renouveau artistique, avec un style et un développement propres, marqués par la tension psychique née de la nouvelle situation mais aussi par la création de quelques-uns de ses plus grands chefs-d'œuvre.



Le Jardin de Daubigny, Van Gogh, 1880

Dernière lettre de Vincent Van Gogh à son frère Théo. Lettre que Vincent Van Gogh portait sur lui le 29 juillet 1890 (Extraits)

« Mon cher frère,
 Merci de ta bonne lettre et du billet de cinquante francs qu'elle contenait. Puisque cela va bien, ce qui est le principal, pourquoi insisterais-je sur des choses de moindre importance, ma foi, avant qu'il y ait chance de causer affaires à tête reposée, il y a probablement loin. Les autres peintres, quoi qu'ils en pensent, instinctivement se tiennent à distance des discussions sur le commerce actuel.
 Eh bien ! vraiment, nous ne pouvons faire parler que nos tableaux.
 ... Car là nous en sommes et c'est là tout au moins le principal que je puisse avoir à te dire dans un moment de crise relative. Dans un moment où les choses sont fort tendues entre marchands et tableaux d'artistes morts et d'artistes vivants. Et bien ! mon travail à moi, j'y risque ma vie et ma raison y a fondré à moitié, - bon - mais tu n'es pas dans les marchands d'hommes pour autant que je sache, et tu peux prendre parti, je le trouve, agissant avec humanité, mais que veux- tu ? »



> RÉALISME GÉOPOLITIQUE, Caroline Galactéros



> VERS L'EUROPE FÉDÉRALE ? François Cocq



> QUEL EST L'ÉTAT DE LA FRANCE ? Stéphane Rozès



> PAYSANS FRANÇAIS VS. MONDIALISME, Philippe Grégoire



Lettre éditée par République souveraine_Janvier 2024

Responsable de publication : Patrice Hemet

Rédacteurs : Frédéric, Bruno, Eric, Arnaud P, Dimitri, Arnaud B.

Nous écrire : République souveraine - 9 rue de l'Église - 75015 Paris

Courriel : contact@republique-souveraine.fr

Sauf mention contraire, tous les textes de cette publication qui ne sont pas signés sont protégés par la licence Creative Commons, ce qui signifie que vous êtes libres de reproduire, diffuser et communiquer cette création au public. Les textes signés sont la propriété de leurs auteurs respectifs. Toutes les photos sont libres de droits sauf celles qui sont créditées au nom de leurs auteurs. Les Logo RS, République souveraine, les jours heureux, reprendre le contrôle sont la propriété de République souveraine. Les logos des médias et marques présentes sur le site sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.